ASSEMBLÉE NATIONALE

18 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° I-2448

présenté par

M. Bex, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le I du 4^{ter} de l'article 150-0 A est abrogé ;

2° Le 24° de l'article 157 est abrogé.

II. – Les plus-values réalisées dans le cadre du plan d'épargne avenir climat sont soumises à l'impôt sur le revenu selon les règles classiques de taxation des plus-values mobilières.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI - NFP propose de supprimer les avantages fiscaux du plan d'épargne Avenir Climat, prévu dans le projet de loi Industrie Verte et mis en oeuvre par le PLF 2024. Celui-ci visait à financer des projets liés à la transition écologique, notamment dans des secteurs comme l'hydrogène décarboné ou l'énergie renouvelable. Cependant, lors des débats sur la

loi Industrie Verte, notre groupe parlementaire avait exprimé d'importantes réserves sur le Plan d'Épargne Avenir Climat, qui apparaît au mieux comme un artifice de communication que nous ne pouvons cautionner à l'heure de l'urgence climatique et environnementale, et au pire comme un nouveau cadeau fiscal aux plus riches.

- Cibler l'épargne des mineurs restreint le montant des encours mobilisables du fait de la faible capacité d'épargne de cette catégorie d'âge de la population ;
 - Il n'existe aucune garantie sur la bonne allocation des encours au profit de la transition écologique, en particulier sur le fait que l'argent épargné au nom de "l'avenir climat" ne finance ou non des entreprises qui développent de nouvelles capacités de production et de transport d'énergies fossiles ;
 - Subventionner et offrir des avantages fiscaux et sociaux à cette population présente le risque de provoquer un phénomène anti-redistributif de l'argent public dans la mesure où les souscripteurs de ce plan d'épargne seront principalement des familles aisées qui ont les moyens de geler une partie de l'épargne du foyer le temps de la minorité de l'enfant. Alors qu'en 2023, 82% des Français déclaraient ne pas pouvoir épargner le 31 du mois, ce dispositif apparaît aussi comme un potentiel nouveau cadeau fiscal bénéficiant prioritairement aux plus riches en capacité d'épargner : il est en effet prévu que les produits des versements effectués sur le PEAC soient défiscalisés à la liquidation du plan..
 - La mobilisation de l'épargne doit prioritairement porter sur le fléchage des encours issus de l'épargne salariale, de l'assurance-vie et des divers livrets règlementés grâce à une refonte des règles qui s'y appliquent, notamment en termes de fiscalité, de garantie et de liquidité.
- Enfin, alors que le déficit et l'endettement de notre pays sont extrêmement importants, supprimer les exonérations fiscales permettrait d'augmenter les recettes de l'État pour financer des priorités tout en limitant l'endettement public. Cela contribuerait également à rétablir l'équité fiscale et à éliminer les niches inefficaces, en réorientant les ressources vers des politiques plus durables et performantes. Ainsi, en cohérence avec notre position, cet amendement vise à supprimer les articles du code général des impôts afin de ne pas octroyer d'avantage fiscal à un produit d'épargne dont le caractère écologique et social des règles d'investissement n'est pas garanti.
- Cet amendement a été travaillé avec l'organisation Reclaim Finance.